

No. 13

Les Cahiers d'

OCCISCA

**QUEL AVENIR POUR LES BAS-FONDS DE L'OUEST
DU CAMEROUN APRÈS LA DÉVALUATION
DU FRANC CFA ?**

Par Hacheu Emil Tchawé

ORSTOM

MINREST



Observatoire du Changement et de l'Innovation Sociale au Cameroun
Observatory of Change and Innovation in the Societies of Cameroon

ISSN 1023-7631

Illustration V.A.Z./ART

Les Cahiers d'Ocisca N° 13

**QUEL AVENIR POUR LES BAS-FONDS
DE L'OUEST DU CAMEROUN APRES
LA DEVALUATION DU FRANC CFA ?**

**Hatcheu Emil Tchawé
Novembre 1994**

Observatoire du Changement et de l'Innovation Sociale au Cameroun

Institutions constituant le Comité de pilotage d'Ocisca

<i>Direction de la recherche et de la Planification</i>	Jean-Blaise Nyobe, Directeur Charles Binan Bikoi, Conseiller en sciences sociales
<i>Institut National de Cartographie</i>	Paul Moby Etia, Directeur
<i>Direction Nationale de la Statistique et la Comptabilité Nationale</i>	Joseph Tedou, Directeur
<i>Ecole Nationale Supérieure Polytechnique</i>	Paul Vermande, Directeur
<i>Université de Dschang</i>	Samuel Domgang, Recteur
<i>ORSTOM</i>	Jacques Bonvallot, Représentant
<i>Mission de Coopération et d'Action Culturelle</i>	Pierre Jacquemot, Chef de mission
<i>Caisse Française de Développement</i>	Dominique Dordain, Chef d'agence

Copyright

Ce document est protégé par les règles habituelles en matière de droits d'auteur. Toute copie de ce document, ou partie de ce document, est autorisée à condition d'en citer la source de façon explicite.

(C) OCISCA (MINREST-ORSTOM) 1994

Les Cahiers d'Ocisca
B.P. 1857 Yaoundé
Cameroun

Présentation de l'auteur

Géographe de formation, Emil Hatcheu Tchawe, travaille comme cadre administratif, à la Direction des Affaires académique et de la Coopération de l'Université de Dschang depuis 1984. Il a rejoint l'équipe OCISCA en 1991 et participé aux différentes enquêtes menées dans le cadre de l'Observatoire de Bafou sur les planteurs de café arabica en 1991, 1993 et 1994. Il s'intéresse plus particulièrement aux mutations de l'agriculture paysanne dans les bas-fonds. Il s'occupe, en parallèle, de tout ce qui peut contribuer à la consolidation et au développement du projet OCISCA dans le cadre de l'Université de Dschang.

Remerciements

L'auteur tient à témoigner sa reconnaissance à tous ceux qui ont bien voulu apporter leur contribution pour la production de cette étude. Il s'agit tout particulièrement de Georges Courade et Jean-Luc Dubois pour leur sollicitude et leur disponibilité. L'honnêteté me demande de reconnaître que sans eux ce travail n'aurait jamais été réalisé. Les remerciements vont également à Emmanuel Foko et à Chantal Guimapi pour la pertinence de leurs remarques.

Toutefois ce travail est dédié à tous ceux qui continuent à lutter contre l'adversité pour qu'un jour le paysan camerounais retrouve espérance et sourire.

Résumé

Pour réagir à la crise des principales cultures d'exportation, café et cacao, et à la paupérisation croissante des zones rurales, les autorités camerounaises ont adopté une série de mesures. Sur le plan interne, la restructuration des filières, commencée en 1989, a pour objectif de stabiliser les prix et d'améliorer le système de commercialisation. Sur le plan externe la dévaluation du Franc CFA eut lieu en janvier 1994. Elle vise à accroître la compétitivité des produits camerounais sur le marché international et à récupérer les parts de marché perdues par la surévaluation de la monnaie nationale. En ce qui concerne l'agriculture, toutes ces mesures ont entraîné une hausse du prix des intrants, engrais, produits phytosanitaires et semences. Deux catégories d'effets positifs sont pourtant perceptibles. Le relèvement du prix payé au producteur de café arabica, de 250 à 475, voire 625 F.CFA, permet d'envisager une réduction des conflits fonciers dans la mise en valeur des bas-fonds. D'autre part, la production de certaines cultures maraîchères, comme le haricot vert, exportables hors zone Franc, devrait augmenter. Par contre la demande urbaine en produits vivriers et maraîchers, semble diminuer en raison de la réduction du pouvoir d'achat des agents du secteur privé et des fonctionnaires. A moyen terme, la relance de la caféiculture et la spécialisation dans des cultures exportables hors zone franc, avec intensification de l'exploitation des bas-fonds, devraient générer des devises et faciliter la redistribution vers les populations urbaines.

Mots-clés: Bas-fonds, café, maraîcher, vivrier, libéralisation, dévaluation, Franc CFA, intrants, semences, prix.

Abstract

Faced by the crisis of its main export crops, coffee and cocoa, and the decrease in the revenues of rural areas, the government of Cameroon decided to launch a series of adjustment measures. On the internal side, the restructuring of the production chains, was initiated in 1989 aiming at stabilizing prices and at improving the trade system. On the external side, the CFA Franc devaluation was decided in January 1994, to improve the competitiveness of Cameroonian products on the international market and to regain the market shares lost by the overevaluation of the national currency. These measures lead to an increase in the price of the agricultural inputs, fertilizers, pesticides and seeds. However there are two positive aspects. The increase in the price paid to the arabica coffee farmer, from 250 to 475, even 625 F.CFA, which could bring a decrease in the property conflicts, a current issue in the shallows. The production of greens, like beans which are exportables out of the Franc zone, would increase. On the other side, urban demand for food crops and greens seems to decrease following the decrease in purchasing power of the civil servant and professionals in the private sector. In the long run, a revival of coffee plantations and the specialization in greens exports, such, as beans, garlic and gombo, by intensifying the use of the shallows would bring foreign currencies into the country and facilitate a redistribution towards urban areas.

Keywords : Shallows, Coffee, Greens, Food Crops, Liberalisation, Devaluation, CFA Franc, Inputs, Seeds, Prices.

Préface

Sous la forme d'une série régulière les Cahiers d'Ocisca présentent des études produites dans le cadre du programme de recherche intitulé Ocisca, Observatoire du Changement et de l'Innovation Sociale au Cameroun. Y sont développés des thèmes ayant trait aux comportements des différents acteurs économiques dans le contexte actuel de la crise économique et des politiques d'ajustement structurel qu'elle suscite. Les conditions de vie des ménages, l'examen des situations de vulnérabilité et de pauvreté, l'analyse des comportements sociaux, les innovations sociales, l'impact social des politiques d'ajustement comme la dévaluation, la conception de politiques sociales sont autant de thèmes dont le résultat des recherches et les études sont diffusées dans cette série.

Les Cahiers sont conçus comme un médium au service de tous ceux qui veulent diffuser des informations recueillies par les différents observatoires, des analyses scientifiques de données d'enquêtes, et des travaux de recherche individuels effectués dans les domaines ci-dessus, ou d'actualité. L'objectif est d'informer les décideurs et les opérateurs économiques sur les recherches en cours et, dans la mesure du possible, de proposer des solutions concrètes aux problèmes qui les préoccupent.

Conformément à cette option, ce numéro met l'accent sur le rôle des bas-fonds dans la production vivrière et maraîchère de l'Ouest, et examine quel pourrait être l'impact de la dévaluation dans ce secteur.

C'est dans le cadre des Projets de Développement des Hauts-Plateaux de l'Ouest (1979-1984) et de Développement Rural de la Province de l'Ouest (PRDPO 1985-1989) qu'a été proposée la mise en valeur de nouvelles terres, et notamment de celles qui étaient disponibles dans les bas-fonds. Le PRDPO, financé principalement par des crédits de la Banque Mondiale, du Fonds International de Développement Agricole (FIDA), et de l'Union Centrale des Coopératives Agricoles de l'Ouest (UCCAO) visait à développer la culture vivrière en association avec le café. Un volet spécial intitulé "aménagement des bas-fonds" concernait la mise en valeur de plus de 700 hectares de bas-fonds pour un financement de 468 millions de Francs CFA.

Les bas-fonds présentent l'avantage de terrains alluviaux ou limono-sableux, ayant bénéficiés du ruissellement des eaux et des apports d'engrais venant des pentes environnantes. Grâce à la densité du couvert végétal l'évaporation y est limitée. L'humidité quasi-permanente permet la mise en culture des sols, même pendant les périodes les plus sèches de l'année. Il s'agit de terrains très fertiles et donc particulièrement aptes à la culture intensive de produits vivriers et maraîchers.

Dans un contexte de forte pression foncière due à la densité de population élevée, 100 hab/km² pour la province de l'Ouest contre 15 hab/km² pour la moyenne nationale, il était naturel de rechercher de nouvelles terres susceptibles d'être mises en exploitation. Et cela

d'autant plus que les meilleures terres étaient déjà occupées par les plantations de café. Les incertitudes concernant les cours du café, et leur tendance à la baisse dans le long terme incitent à miser sur la diversification des cultures et l'augmentation de la production vivrière comme un moyen de garantir aux agriculteurs un revenu de sécurité minimum. D'ailleurs, les enquêtes OCISCA effectuées dans l'observatoire de Bafou, au plus fort de la crise, en 1991, 1993, 1994 ont montré l'importance des cultures alternatives pour générer des revenus supplémentaires et freiner la baisse du revenu des planteurs.

Que va-t-il se passer maintenant, dans un environnement économique extrêmement changeant ? Les baisses de salaire ont réduit le pouvoir d'achat des salariés urbains, gros consommateurs de produits vivriers et maraîchers. La dévaluation a augmenté le prix des intrants, autrefois gratuits, même si, les mesures de libéralisation visent à en réduire le coût des transactions. Mais elle a aussi redonné espoir aux planteurs et un regain d'intérêt pour leurs plantations. La remontée actuelle des cours du café, combinée aux mesures de libéralisation commerciales, devrait se traduire par une hausse de leur revenus.

Pour les agriculteurs des bas-fonds, migrants, cadets sociaux et femmes, orientés vers la production de produits vivriers et maraîchers, la situation risque d'être plus mitigée. Ils bénéficieront du fait que le moindre intérêt pour leurs terres, réduira les conflits fonciers qui toujours ont suivi leur mise en valeur. Ensuite, à condition de substituer des intrants locaux aux engrais importés pour ceux qui produisent pour le marché intérieur, ou de se tourner vers des cultures exportables très particulières, ils pourront compenser la perte de revenu résultant de la baisse actuelle de la demande urbaine. A moyen terme, avec la reprise de la production de café, ils devraient bénéficier, à travers les phénomènes de redistribution campagne-ville, de la hausse du pouvoir d'achat des planteurs.

Jean-Luc Dubois
Coordonnateur d'Ocisca

Sommaire

Introduction

I. La nouvelle problématique du développement agricole au Cameroun

1. La crise et le drame des producteurs de café
2. La restructuration de la filière café et les effets de la dévaluation du Franc CFA

La restructuration du sous-secteur café arabica
Les effets attendus de la dévaluation
La hausse du prix d'achat au producteur de café
Le problème des engrais et des produits phytosanitaires

II. L'importance des bas-fonds dans la production agricole de l'Ouest

1. La prédominance des petites exploitations familiales
2. Le PDRPO et l'aménagement des bas-fonds

III. Définition et présentation des bas-fonds

1. Caractéristiques géomorphologiques des bas-fonds
2. Intérêt agricole des bas-fonds
3. L'exploitation traditionnelle des bas-fonds dans la province de l'Ouest

Le rôle économique et social du raphia
Le rôle écologique du raphia

IV. La production agricole des bas-fonds face au défi de la dévaluation

1. Les difficultés de commercialisation des produits des bas-fonds

Commercialisation locale et autoconsommation
Baisse de la demande urbaine
Le cas particulier du haricot vert

2. L'impact de la dévaluation sur les facteurs de production

Vers la fin des conflits fonciers dans les bas-fonds
La hausse du prix des engrais et des produits phytosanitaires

Conclusion

Liste des abréviations

APPC :	Association des Pays Producteurs de Café
CAPLAME :	Coopérative Agricole des Planteurs de la Menoua
NWCA :	North Western Coffee Association
OCISCA :	Observatoire du Changement et de l'Innovation Sociale au Cameroun
ONCPB :	Office National de Commercialisation des Produits de Base
PAS :	Programme d'Ajustement Structurel
PDRPO :	Projet de Développement Rural de la Province de l'Ouest
PROLEG :	Société de Commercialisation et de Conditionnement des Légumes
UCCAO :	Union Centralé des Coopératives Agricoles de l'Ouest
UDEAC :	Union Douanière et Economique de l'Afrique Centrale
USAID :	United State Agency for International Development

Introduction

L'économie camerounaise, tous secteurs confondus, est depuis 1987, en proie à une crise profonde dont les effets dévastateurs s'aggravent malgré les mesures de redressement prises par l'Etat camerounais avec le concours de la communauté internationale. Si dans les zones urbaines les manifestations de ce marasme ont tardé à se faire sentir, dans les campagnes la rupture définitive d'avec la période bénéfique a lieu lors de la campagne agricole de 1988/1989 quand le cours du café arabica, s'est effondré sur le marché international, entraînant, de fait, une baisse du prix payé au producteur.

Acculé par les effets de cette crise (diminution des revenus de la culture du café, difficultés pour assurer la scolarisation des enfants, inaccessibilité aux soins médicaux, renforcement des égoïsmes au détriment de la solidarité familiale, endettement excessif des ménages, etc.) le paysan, dans ses efforts pour sortir de la crise, a dû se résoudre à chercher toutes les alternatives possibles. Il lui fallait multiplier et diversifier ses activités pour augmenter ses revenus. Une plus grande attention est désormais accordée à la production et à la commercialisation des cultures vivrières et maraîchères, au développement de l'artisanat et de l'élevage, etc.. Certains vont même jusqu'à parler des cultures maraîchères comme culture de substitution au café. Ce qui est certain, c'est que les produits maraîchers et vivriers sont devenus une importante source de revenus complémentaires.

C'est dans ce contexte¹ qu'apparaît dans le paysage économique des 14 pays de la zone franc la nouvelle donne qu'est la dévaluation du franc CFA de 50 % par rapport au franc français. Elle se traduit par un doublement du prix à l'achat du café arabica. Ainsi pour la campagne 1993/1994 le prix est passé de 225 à 475 F.CFA/kg². Mais, en contrepartie, on observe aussi une hausse vertigineuse du prix des fertilisants, engrais chimiques et produits phytosanitaires. Combinée à l'actualité de la restructuration de la filière café, la dévaluation apparaît comme un nouveau défi que le paysan doit relever. Le "*dynamisme Bamileke*" (Dongmo 1981) est donc encore soumis à rude épreuve, les termes du défi étant à nouveau inversés, puisque le café, longtemps prépondérant dans l'économie de la province, devrait reprendre la place qui lui est due.

Toutefois, l'exploitation des bas-fonds pourrait servir de filet de sécurité pour certains agriculteurs. Il s'agit donc, dans le cadre de cette étude, de voir en quel termes se posent désormais les problèmes fonciers des bas-fonds, d'analyser les problèmes de production et de commercialisation de leurs cultures, ainsi que la place que les cadets sociaux, femmes et les petits exploitants, y occupent.

I. LA NOUVELLE PROBLEMATIQUE DU DEVELOPPEMENT AGRICOLE AU CAMEROUN

1. La crise et le drame des producteurs de café

Jusqu'à la campagne 1988/1989, le café arabica, en raison sa bonne tenue sur le marché mondial et des prix élevés payés aux producteurs, a constitué la principale culture de rente de la province de l'Ouest. Cette culture a également permis à l'Union Centrale des Coopérative Agricole de l'Ouest (UCCAO) de drainer d'importantes masses de capitaux qui furent utilisés pour le développement de la province. A partir de 1989, avec les premières manifestations de la crise, le règne absolu du café sur l'économie de la province commence à s'effriter. La baisse persistante du prix payé au producteur, qui passe de 475 F.CFA le kilo. en 1988 à 250 F.CFA en 1989 traduisant une baisse de 47%, s'ajoute au vieillissement des planteurs et de leurs plantations rendant la situation des paysans plus que précaire. Les efforts déployés par l'UCCAO pour atténuer les effets de la crise et jouer son rôle de caisse de stabilisation ont été annihilés par l'insolvabilité chronique de l'Office National de Commercialisation des Produits de Base (ONCPB) sur qui elle détient des créances de l'ordre du milliard de F.CFA au titre de la vente du café robusta³. De plus pour les campagnes 1988/1989 et 1989/1990 les producteurs de café robusta n'ont pas pu se faire payer leur récolte. Cela a suffi pour amener les paysans à se désintéresser peu à peu de la caféiculture au profit d'autres spéculations paraissant plus rémunératrices, comme les cultures vivrières et maraîchères, et par ricochet à susciter un vif intérêt pour les bas-fonds, capables de produire ces cultures.

Bien que seulement 2% des arabicaculteurs de Bafou dans la Menoua, premier département producteur du café arabica, ait sérieusement pensé à arrêter cette culture, la baisse de la part du café dans les recettes monétaires agricoles des ménages n'en demeure pas moins inquiétante. Elle est passée de 71% en 1984 à 37% en 1991, en même à 14,4% si on prend en compte l'ensemble des revenus. Le tableau ci-dessous illustre ce phénomène.

Tableau 1 : Structure du revenu monétaire agricole à Bafou

Types de produits	OCISCA 1991 (1)	Bafou 1984 (2)	Menoua 1980 (3)
Café arabica	37%	71%	73%
Vivriers et maraîchers	39%	15%	23%
Elevage	24%	19%	4%
Total	100%	100%	100%

Sources : (1) Enquête du projet OCISCA 1991 portant sur 335 ménages à Bafou.

(2) Enquête du projet Opération Bafou I, du Centre Universitaire de Dschang, portant sur 150 ménages.

(3) Enquête de base du projet Hauts-Plateaux de l'Ouest, portant sur 70 exploitations de la Menoua.

Même si les autorités camerounaises estiment que "le dynamisme et la détermination des nouveaux venus à l'agriculture" constituent à moyen terme un atout majeur pour la relance de

l'agriculture, il est probable que ceux-ci se consacreront en priorité aux cultures vivrières et maraîchères.

C'est pour arrêter ce désintérêt pour les principales cultures de rente que les autorités camerounaises ont entrepris, avec le concours de partenaires internationaux, comme l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID), et l'Union Européenne, de restructurer la filière café. Restructuration qui était nécessitée par *"la dégradation continue des cours des produits de base et par l'accumulation de déficits ayant entraînés le blocage du système de commercialisation intérieur et de stabilisation des prix"*.

2. La restructuration de la filière café et les effets de la dévaluation du franc CFA.

Pour apprécier l'impact du changement de parité monétaire sur l'agriculture en général, et sur la production agricole dans les bas-fonds en particulier, il faut examiner les mesures prises pour restructurer la filière café et désengager l'Etat du secteur coopératif. Ces opérations commencées en 1989 font partie du Programme d'Ajustement Structurel (PAS). Au sein de la filière café, il faut distinguer la restructuration du sous-secteur café arabica, qui concerne notre zone d'étude et qui a bénéficié du concours de l'USAID, de celle du sous-secteur café robusta, financée par l'Union Européenne grâce aux fonds du STABEX de la convention de Lomé.

a) La restructuration du sous-secteur du café arabica

Pour mener à bien cette opération, le gouvernement camerounais a bénéficié du concours de l'USAID qui avait dès 1989 entamé des négociations avec les principaux acteurs de la filière, à savoir l'Etat, l'Office National de Commercialisation des Produits de Base et les coopératives des provinces de l'Ouest et du Nord-Ouest (UCCAO et NWCA).

Cette restructuration a aboutit à une libéralisation du commerce de ce produit et à un retrait de l'Etat du secteur coopératif. Plus précisément elle s'est traduite par:

- la suppression du monopole que l'UCCAO détenait depuis 1962 en matière de collecte et de commercialisation de café arabica dans la province de l'Ouest. Depuis la campagne de 1991/92, la concurrence est devenue effective dans ce domaine.

- une autonomie totale en matière de fixation des prix pour les coopératives membres de l'UCCAO. L'objectif était de responsabiliser ces institutions en les obligeant à tenir compte des fluctuations de prix sur le marché mondial.

- Un encouragement à diversification agricole afin d'atténuer certains effets néfastes que pourraient avoir la restructuration.

- La suppression des subventions aux engrais, qui est apparu comme la mesure la plus douloureuse. La hausse des prix qui en est résultée risque d'handicaper à terme la production agricole de la région, et notamment celle des bas-fonds. On assiste maintenant à une forte spéculation inquiétante qui fait de cet intrant un "produit de luxe".

b) Les effets attendus de la dévaluation

- La hausse du prix d'achat au producteur de café

Les objectifs recherchés par le changement de parité de la monnaie sont nombreux et varient en fonction des acteurs concernés. Pour les institutions de Bretton Woods, adhérents à la théorie conventionnelle de la dévaluation, cette mesure était un passage obligé pour réussir les programmes d'ajustement structurel et relancer la croissance économique des 14 pays de la zone franc. Le taux de surévaluation du F.CFA, estimé à 68 % pour le Cameroun⁴, était tel que les principaux produits d'exportation avaient perdu toute compétitivité. Il fallait donc dévaluer pour stimuler les exportations et reconquérir les parts de marché perdues.

Pour le Cameroun, dont le secteur agricole représente 25% des exportations, contribuant fortement à l'équilibre de la balance commerciale, la dévaluation du Franc CFA avait pour but de fournir une bouffée d'oxygène aux producteurs de produits exportables : banane, cacao, coton, caoutchouc, bois, ananas, haricot vert, et, dans une certaine mesure, riz. Dans l'Ouest, le paysan espérait un relèvement conséquent du prix du kilogramme de café et un accroissement de la demande de ses autres produits, objectifs qui ont été globalement atteints. En effet, alors que le producteur de cacao du Centre a dû attendre la campagne suivante pour apprécier les effets de la dévaluation, il n'en fut pas de même pour le planteur de café arabica de Bafou. Lors de la campagne 1993/1994, la Coopérative Agricole des Planteurs de la Menoua (CAPLAME) a payé le kilogramme de café à 475 F.CFA. Une prime de campagne de 300 F.CFA/kg a également été versée au planteur en septembre 1994, au titre de la ristourne UCCAO. D'autres acheteurs, comme la NWCA, par exemple, ont payé le kilogramme à 625 F.CFA dans la province du Nord Ouest. Loin d'être une conséquence de la seule dévaluation du F.CFA, cette augmentation du prix serait aussi le résultat d'une rétention de 10% de la production du café effectuée par l'Association des Pays Producteurs de Café (APPC) et des gelées qui, au Brésil, peuvent réduire de près de 40% la production de café pour la campagne 1995/1996.

- Le problème des engrais et des produits phytosanitaires

Il faudra sans doute attendre les prochaines campagnes pour mieux apprécier l'évolution des prix payés au producteur de café. Par contre, la manifestation la plus concrète et la plus douloureuse de la dévaluation du Franc CFA et de la libéralisation du commerce demeure la hausse du prix des intrants agricoles importés, engrais, produits phytosanitaires, etc. Là aussi le mécanisme de la dévaluation a joué de façon automatique en doublant les prix. Mais la situation est plus préoccupante car les effets conjugués de la libéralisation et de la dévaluation se sont traduits, comme le montre la chefferie Bafou, par une anarchie dans la détermination des prix. On ne sait pas si la hausse des prix est le résultat d'une pénurie réelle ou si tout le monde, y compris l'UCCAO, s'est lancée dans une spéculation effrénée. Alors que l'on estime, six mois après la dévaluation, que l'inflation se stabilise autour de 30 % pour les produits de première nécessité, il ressort de l'enquête OCISCA dans l'observatoire Café de Bafou de

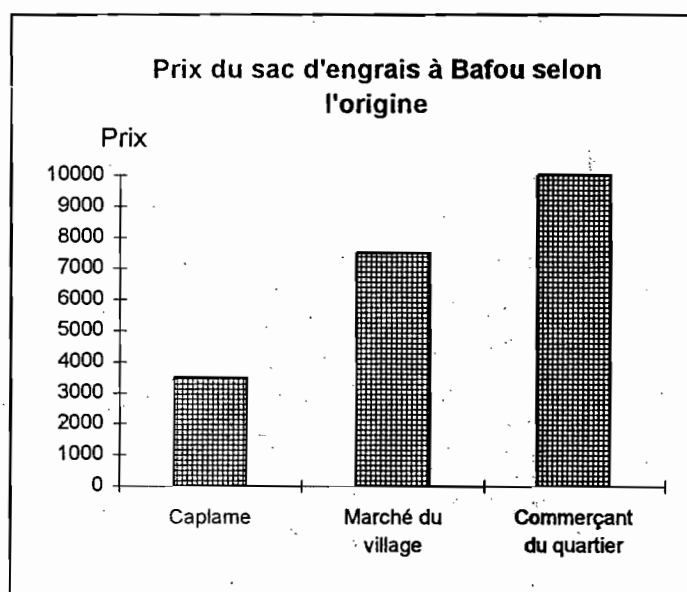
juillet 1994, que la hausse des prix en ce qui concerne l'engrais peut atteindre jusqu'à 400%. Cette hausse est aussi d'environ 350% pour certains produits phytosanitaires comme le Caocobre 500.

Rappelons que autrefois les coopératives membres de l'UCCAO distribuaient gratuitement les produits phytosanitaires, et que le prix du Caocobre était passé de 25 F.CFA le sachet pour la campagne 1992/1993 à 150 F.CFA pour la campagne en cours (1993/1994). Cette variation du prix des engrais est traumatisante pour les petits planteurs. En 1993 les coopératives de l'UCCAO vendaient le sac de 50 kg d'engrais de type 20-10-10 à 2.500 F.CFA. Dans le cadre de l'enquête OCISCA de 1994 les prix relevés étaient les suivants:

Tableau 2 : Variation du prix de l'engrais sur le marché de Bafou en juillet 1994

Origine	Prix du sac (F.CFA)
CAPLAME	3.500
Marché du village	7.500 ou 8.000
Commerçant du quartier	10.000

Source : Enquête OCISCA, Observatoire de Bafou, 1994



Interrogés sur les raisons de la pénurie et de l'envolée du prix des engrais, les responsables de l'UCCAO ont expliqué que le fournisseur européen, auprès de qui ils avaient passé commande avant la dévaluation, a tout simplement refusé de livrer la marchandise après le changement de parité du Franc CFA.

Les exploitants des bas-fonds, qui sont producteurs de cultures maraîchères et vivrières et gros consommateurs d'engrais, pourraient se contenter des fientes de poule comme substitut à l'engrais, mais les éleveurs de volailles sont aussi confrontés à de nouveaux problèmes depuis la dévaluation et ne peuvent répondre à la demande.

Le taux d'utilisation d'engrais dans les campagnes de l'Ouest est de loin le plus élevé du Cameroun. Aussi la production des cultures vivrières et maraîchères, et partant la sécurité alimentaire, de cette région en proie à une forte pression démographique pourrait être compromise à terme.

II. L'IMPORTANCE DES BAS-FONDS DANS LA PRODUCTION AGRICOLE DE L'OUEST

Grâce à des conditions climatiques très favorables, la province de l'Ouest produit une gamme variée de cultures vivrières : maïs, haricot, macabo, taro, igname, banane, plantain, arachide, pommes de terre, etc.. Malgré la forte densité de population, environ 100 hab/km², et l'exiguïté des terres cultivables, la province de l'Ouest est, au Cameroun, le principal centre de production et de commercialisation de pommes de terre, de légumes et, de plus en plus, de fruits.

La production des cultures vivrières à l'Ouest comme dans les autres régions du pays, est surtout assurée par les femmes qui exploitent jusqu'au sommet les pentes les plus escarpées et réduisent au maximum les périodes de jachère. L'association des cultures vivrières au café sur les petites exploitations est de règle dans toute la province. Bien qu'il n'y ait qu'un cycle pour la majorité des cultures, la pratique de cultures intercalaires est si fréquente que l'intensité de la mise en culture peut atteindre jusqu'à 200% (Banque Mondiale 1984). Malgré les contraintes démographiques et écologiques existantes, ce régime de production permet de garantir la sécurité alimentaire même de dégager un surplus commercialisable. La forte utilisation d'engrais, soit 17 sacs/m² (Hatcheu 1993) a contribué à maintenir la production des cultures vivrières à un niveau élevé dans les départements de la Menoua, des Mbamboutos, de la Mifi, et, de plus en plus, du Noun.

La crise de la caféiculture, mais aussi le développement des voies de communications routières entre les villes de la province : Bafoussam, Bafang, Dschang, Mbouda, Foumban et Fombot, et les grands centres de consommation que sont Douala et Yaoundé, ont ouvert de nouvelles perspectives à la production et à la commercialisation des cultures vivrières et maraîchères. La bonne tenue de ces produits sur les marchés locaux et régionaux ont amené les paysans à s'intéresser aux cultures maraîchères et vivrières. La tomate, la carotte, le chou, le laitue, le haricot vert, la pastèque, le poivron sont ainsi devenus des cultures courantes. Elles contribuent à accroître les revenus monétaires des ménages, mais de plus, elles commencent à entrer dans leurs habitudes de consommation alimentaires.

Les efforts d'intégration et le développement des échanges au sein de l'Union Douanière et Economique de l'Afrique Centrale (UDEAC) en ouvrant les marchés gabonais, congolais, centrafricain et tchadien aux produits camerounais devraient renforcer cette tendance. Par ailleurs la dévaluation du Franc CFA devrait favoriser un renversement du sens des échanges frontaliers avec le Nigéria en faveur de ces produits (Herrera 1994).

1. La prédominance des petites exploitations familiales

L'une des caractéristiques de l'agriculture de la province de l'Ouest est la prédominance de petites exploitations familiales, conséquence de la pression démographique et de la structure de la société traditionnelle Bamiléké. Il ressort du Recensement agricole de 1984 que la population agricole de la province s'élève à 1.081.000 personnes, représentant 86,3% de la population totale et se répartissent entre 159.300 exploitations. Ce qui donne une moyenne de six personnes par exploitation. En fait, la taille de l'exploitation varie en fonction de la densité de la population. Ainsi elle passe de 1,3 ha dans les départements les plus densément peuplés comme la Mifi, la Menoua et les Mbamboutos, à 3 ha dans le Département du Noun.

Le régime foncier est basé sur le droit usufruitier et ce sont les membres de la famille qui fournissent l'essentiel de la main-d'oeuvre (OCISCA, 1991, 1994). L'existence d'exploitant sans terres est un phénomène encore inconnu dans la région. Les hommes s'occupent traditionnellement des cultures d'exportation, comme le café, et exploitent les raphias, tandis que les femmes cultivent le vivrier pour l'alimentation de la famille et pour la vente au marché.

2. Le Projet de Développement Rural de la Province de l'Ouest et l'aménagement des bas-fonds

L'exploitation des bas-fonds dans la province de l'Ouest est liée au Projet de Développement Rural de la Province de l'Ouest (PDRPO)⁵. En effet, pour accroître la superficie des terres cultivables, des travaux de drainage rudimentaire devaient être effectués, dans ce cadre, sur les parcelles situées en bas-fonds et ayant un potentiel productif élevé. Plus de 700 hectares étaient ainsi concernés. Les parcelles aménagées devaient être distribuées aux agriculteurs et il était prévu qu'un accord soit passé avec les collectivités concernant:

- le choix des parcelles,
- le choix de spéculations agricoles appropriées pour les bas-fonds,
- l'encadrement des planteurs des bas-fonds et l'entretien régulier des terrassements et des ouvrages,
- l'étude des débouchés pour les cultures des bas-fonds.

Ces parcelles qui devaient être distribuées en lot de 0,2 ha devaient être plantées en pommes de terre, tomate, choux, haricots, carottes et autre légumes. Le tableau ci-dessous donne les caractéristiques des bas-fonds qui ont été aménagés dans le cadre du PDRPO

Tableau 3 : Coût d'aménagement des bas-fonds par le PDRPO
(les prix sont en F.CFA d'avant la dévaluation)

Bas-fonds	Superficie aménagée (ha)	Coût d'aménagement	Coût à l'hectare
Batsingla I Fokamezo I	22	10.533.600	478.800
Batsingla II Balefock I Balefock II Fokamezo II	42	35.806.146	852.527
Bangang	185	91.432.480	494.229
Bamendou Balessing Bansoa	165	125.313.605	759.476
Lako	5	4.191.086	838.217
Bamena	7	5.030.892	718.699
Malentouen	97	30.259.342	311.952
Kanyan	35	28.405.856	811.596
Famchuet	45	73.444.856	1.632.099
Bamougoum	106	57.315.099	540.700
Total	709	461.732.413	651.798

Source : Division des Aménagement techniques (UCCAO)

Avant d'examiner les conséquences de la dévaluation sur l'exploitation des bas-fonds, il nous faut examiner les caractéristiques de ce milieu.

III. DEFINITION ET PRESENTATION DES BAS-FONDS

L'existence de bas-fonds dans la province de l'Ouest est intimement liée à la configuration topographique essentiellement montagneuse de la région. Il s'agit d'une zone dominée par les hauts-plateaux dont l'altitude moyenne se situe au dessus de 1.500 m. Les bas-fonds occupent les vallées, plus ou moins encaissées qui relient les différents sommets.

1. Caractéristiques géomorphologiques des bas-fonds

Les bas-fonds sont en général des fonds plats ou en pentes de l'ordre de 5%. Ils se caractérisent par:

- une faible incision du chenal de vidange et l'absence de bourrelet de berge, qui se traduisent par des difficultés de drainage pendant les fortes averses et par la constitution de nappes d'inondation;

- le contact entre le versant ferrallitique et le bas-fonds marécageux s'effectue parfois en angle vif, mais le plus souvent par l'intermédiaire d'une légère concavité;
- de nombreux suintements et sourcins, souvent pérennes, naissent au point d'inflexion, démontrant l'existence d'une nappe phréatique, qui demeure toute l'année affleurante ou sub-affleurante;
- l'existence d'un mince voile colluvio-alluvial constitué de sable grossier souvent couvert par un sol hydromorphe à gley (Petit 1990).

2. Intérêt agricole des bas-fonds

De nombreux facteurs expliquent l'intérêt agricole des bas-fonds de la province de l'Ouest. Il s'agit entre autres de l'environnement géo-pédologique général : les sols de l'Ouest sont surtout des sols volcaniques. Du fait de l'action combinée des fortes précipitations et de l'érosion sur les pentes abruptes des versants, ces sols sont lessivés et entraînés vers les bas-fonds par le ruissellement des eaux. Ainsi transportés ils deviennent d'autant plus riches que le taux d'utilisation de l'engrais chimique sur les pentes est très élevé.

Les sols des bas-fonds sont donc surtout des sols alluviaux ou limono-sableux dont le degré de fertilité et d'hydromorphie justifie leur vocation agricole. De plus, en raison de l'épaisseur et de la densité du couvert végétal constitué en majorité de feuilles de raphia, l'évaporation reste limitée. L'humidité y est quasi permanente et autorise la mise en culture des sols même pendant les périodes les plus arides de l'année.

En raison, d'une part, de leur extension et de leur répartition à travers toute la province de l'Ouest, et, d'autre part, de la pression exercée sur les ressources foncières par la forte croissance démographique, les bas-fonds constituent pour cette région un potentiel de terres nouvelles.

3. L'exploitation traditionnelle des bas-fonds

Pour comprendre la portée du volet aménagement des bas-fonds dans le PDRPO, il faut situer ce type de "terroir" dans le contexte de l'exploitation traditionnelle en pays Bamiléké.

Selon Jean-Louis Dongmo (1981), chaque terroir se définit par la structure du complexe pente-sol-eau. C'est la topographie qui en commande la répartition. En effet, du talweg au sommet de l'interfluve se succèdent les trois types de terroir suivant:

- dans la vallée se trouvent les bas-fonds, objets de notre étude;
- succède ensuite la zone de faible pente, à allure concave, au sol fin et épais, domaine exclusif des cultures vivrières avant l'introduction de la caféiculture;
- enfin, apparaît la zone de pente forte, à allure convexe, qui est le domaine de l'élevage.

On peut remarquer que dans la province de l'Ouest les bas-fonds sont fréquemment occupés par le raphia qui y joue un triple rôle : écologique, économique et social. Il s'agit du *raphia farinifera* qui forme des peuplements denses appelés raphiale. Cette formation végétale

est issue des forêts-galeries originelles qui ont été par la suite remaniées par l'homme. Les densités sont relativement homogènes et se situent entre 3.000 et 7.000 pieds à l'hectare.

a) Le rôle économique et social du raphia

Dans la société traditionnelle Bamiléké, le raphia est cultivé en raison de ses fonctions économiques et sociales. En effet, tout, dans le raphia, peut être utilisé.

Le bambou de raphia sert de charpente pour la construction des cases, des greniers de stockage du bois et des récoltes, des haies et des clôtures. Sur le plan artisanal, il constitue la matière première pour la fabrication des meubles, lits, tables, tabourets, armoires, etc.. Il est aussi utilisé comme tuteur pour les bananiers en production. De plus en plus il est recherché comme matériau pour la décoration. Ainsi la moelle des bambous entre dans la constitution de clôtures décoratives, de nattes ou de claies pour sécher les récoltes, de corbeilles, de paniers, de jouets et de ruches.

Mais c'est surtout à cause de son vin que le raphia joue un rôle économique déterminant, tant dans la société traditionnelle que dans les grands centres urbains. Il s'agit de la sève sucrée qui est extraite par incision du bourgeon terminal. Bien avant la période des Indépendances le vin de raphia faisait déjà l'objet d'un commerce florissant dont les principaux partenaires étaient:

- en amont, le producteur que l'on trouve dans n'importe quel village de la province;
- en aval, des grossistes spécialisés dans la collecte du vin le long des principaux axes routiers, et enfin des détaillants installés dans les grandes villes.

Le bambou de raphia sec est de plus en plus utilisé comme bois de chauffage par les populations locales ou vendu en fagot dans des conditions équivalentes à celles consenties pour le vin de raphia.

Sur le plan social, le vin de raphia consacre toutes les cérémonies traditionnelles en pays Bamileke : naissance, réunion, tontine, mariage pour sceller l'alliance entre les familles, pacte entre personnes, règlement de litige, deuil, funérailles, etc..

b) Le rôle écologique du raphia

La raphiale valorise un milieu difficile, car elle génère un micro-climat particulier avec des températures basses et un taux d'humidité assez élevé. Elle joue un rôle de système-tampon évitant l'évaporation de la nappe phréatique. Par son système racinaire, le raphia ralentit la vitesse d'infiltration de l'eau et lutte contre l'érosion hydrique. Maintenant ainsi un écosystème humide unique dans le paysage de l'Ouest elle protège une flore et une faune importante. Complément des "bois sacrés" elle contribue à maintenir une certaine biodiversité dans cette zone densément peuplée. Une disparition de la raphiale entraînerait une baisse du niveau de l'eau et un assèchement consécutif des terres agricoles.

IV. L'EXPLOITATION ET LA PRODUCTION AGRICOLE DES BAS-FONDS FACE AU DEFI DE LA DEVALUATION

1. Les difficultés de commercialisation des produits des bas-fonds

a) Commercialisation locale et autoconsommation

Les objectifs poursuivis, en matière de production, à travers l'aménagement et la mise en valeur des bas-fonds étaient ambitieux. Ils tenaient compte de la fertilité naturelle de ces sols. La diversification des productions est déjà une réalité. Il ressort de l'enquête que nous avons effectuée auprès de 110 exploitants dans les bas-fonds de Batsingla et de Fokamezo entre juin et juillet 1993, qu'à côté des cultures vivrières traditionnelles de l'Ouest, macabo, plantain, taro, banane, patate, haricot et maïs, apparaissent de nouvelles cultures maraîchères. Ces productions agricoles, autant orientées vers la commercialisation que l'autoconsommation, font que le maïs, le haricot rouge, le solarium sont, avec la pomme de terre et le chou, les cinq principales cultures de ces bas-fonds. Cette gamme est complétée par des légumes la fois très sollicités sur le marché et de plus en plus consommés par la population locale : le poireau, la carotte, le persil, le poivron, le basilic, le haricot vert. La certitude de débouché, ou la facilité de commercialisation, semblent être le motif le plus déterminant de l'adoption des cultures qui n'entrent pas directement dans les habitudes alimentaires des paysans. Ainsi par exemple, sur des parcelles aménagées par les paysans eux-mêmes, où l'emprise de l'UCCAO était inexistante, le haricot vert, commercialisé sur place par la Société PROLEG apparaît comme la principale culture des Bas-fonds de Fokamezo. Le tableau ci-dessous indique les motivations premières de la production de ces cultures.

Tableau 4 : Destination de la production agricole dans les Bas-fonds de Batsingla et de Fokamezo

Destination première de la production	Effectif total	%
Autoconsommation	9	8
Vente	32	29
Autoconsommation et vente	69	63
Total des enquêtés	110	100

Source : Résultats des enquêtes sur les Bas-fonds de Batsingla et Fokamezo

b) Baisse de la demande urbaine

Essentiellement commercialisée sur le marché local, en milieu urbain, ou dans les pays voisins du Cameroun et membres de l'UDEAC, donc appartenant à la zone Franc, la production agricole des bas-fonds est exclue de la liste des produits pouvant bénéficier de la dévaluation. On sait, en effet, que les principaux consommateurs de ces produits sont les salariés urbains des secteurs public ou privé. Or pour la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International l'un des objectifs fondamentaux de la dévaluation du F.CFA était "la

baisse des revenus réels ou tout au moins de certains revenus réels, tels que ceux des fonctionnaires, des salariés du secteur public, des boursiers de l'enseignement et généralement des urbains" (Coussy 1994). On comprend alors que la demande de ces salariés se réduise, expliquant la baisse du prix de produits comme la pomme de terre ou la tomate qui ont des difficultés à trouver des acheteurs.

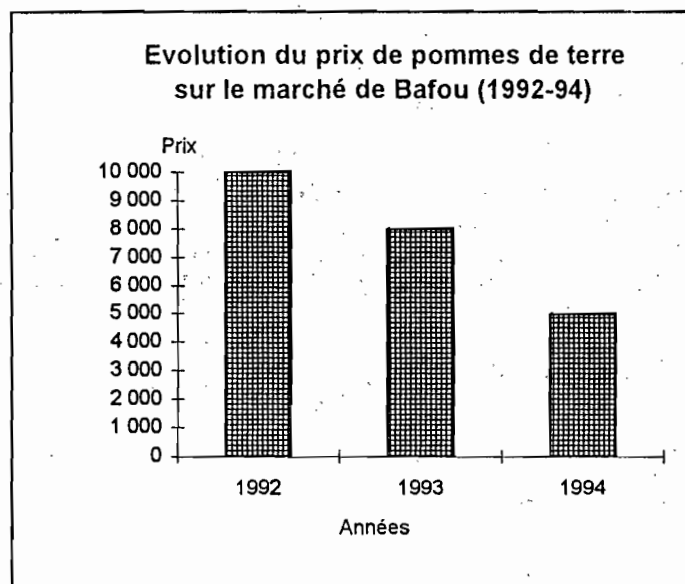
Ainsi les deux baisses de salaire décidées dans la fonction publique en janvier et en novembre 1993, en se rajoutant aux effets de la dévaluation de janvier 1994, ont drastiquement réduit le pouvoir d'achat des salariés, et vraisemblablement eu un impact sur la demande des produits des bas-fonds. Ainsi, par exemple, l'évolution du prix de vente du sac de pommes de terre, à Bafou a été la suivante au cours des trois dernières années:

Tableau 5 : Variation du prix de vente du sac de pomme de terre sur le marché de Bafou entre 1992 et 1994

Année	Prix du sac*(en F.CFA)	Taux de variation en %
1992	10 000	100
1993	8 000	-20
1994	5 000	-50

Source : Enquête OCISCA, Observatoire de Bafou, 1994

* Il s'agit du sac de jute d'environ 100 kg



La baisse du prix du sac de pommes de terre vendu 10.000 F.CFA en 1992 et 5.000 en 1994, illustre l'ampleur du drame. Celui-ci devient plus perceptible quand on se souvient qu'au plus fort de la crise caféière de nombreux paysans, hommes et femmes, petits et grands planteurs se sont reportés vers les bas-fonds cherchant une alternative dans les cultures vivrières et maraîchères. Dès 1992, les partisans de la substitution des cultures maraîchères au café avançaient les chiffres suivants concernant les marges bénéficiaires à l'hectare : 1.460.000

F.CFA pour le chou, 750.000 F.CFA pour la tomate alors que 1.800 pieds de café ne donnent que 130.000 F.CFA (Courade 1992).

On voit donc que la dévaluation du Franc CFA n'a guère tranché le débat sur l'intérêt de la substitution des cultures maraîchères et vivrières au café. De multiples causes expliquent la chute de la production caféière : contraintes foncières, arrachage de pieds de caféier, non-entretien et non-régénération de la plantation, abandon pur et simple. La chute a été telle que quelque soit le prix du kilogramme, il ne sera guère possible pour cette culture de retrouver dans un proche avenir la place qui fut la sienne dans les premières décennies suivant l'Indépendance.

Les résultats de la première enquête OCISCA réalisée auprès des planteurs de café arabica entre janvier et mars 1991 ont montré que 73,2 % des planteurs de la chefferie Bafou *"n'osaient pas envisager l'abandon du café en l'absence d'une véritable alternative de production ou de la présence d'autres produits de substitution"*. Par contre, les appréciations concernant la comparaison entre la rentabilité du café et celle des cultures des bas-fonds nous ont paru plus tranchées. En effet, sur les 110 exploitants que nous avons interrogés, 105 estiment que les cultures de bas-fonds rapportent plus d'argent que le café, 2 d'entre eux répondent que ces cultures rapportent autant d'argent que le café, tandis que 3 considèrent que le café demeure toujours plus rentable.

Quant à savoir dans quelle mesure les cultures de bas-fonds pourraient remplacer le café, les réponses sont plus nuancées. Certains estiment que si la commercialisation des cultures des bas-fonds était organisée de manière à ce que toute la production soit vendue, alors le maraîcher pourrait efficacement remplacer le café.

Une deuxième catégorie, composée essentiellement de petits propriétaires, explique leurs préférences pour les cultures des bas-fonds par les raisons suivantes:

- tout d'abord, les cultures de bas-fonds, même commercialisées, entrent en grande partie dans l'alimentation locale;
- ensuite, à échelle de culture égale, les cultures de bas-fonds sont nettement plus rentables que le café;
- enfin, depuis que le café se vend mal, les cultures de bas-fonds constituent leur seule source de revenu, et donc leur garantit une certaine sécurité. Il ressort d'ailleurs de nos enquêtes sur les bas-fonds que le revenu moyen annuel de l'exploitant se situe autour de 400.000 F.CFA en 1993.

Tous les agriculteurs redoutent l'abandon total du café arabica qui conduirait à la disparition à terme de la CAPLAME et de l'UCCAO dont les réalisations sociales: électrification rurale, hydraulique villageoise, construction des pistes, des ponts et des salles de classes, subvention des matériaux de construction et des intrants agricoles, etc., ont largement contribué au développement de la région et sont présentes dans toutes les mémoires.

Faute d'une structure de coordination, la vente comme la production, restent des opérations strictement individuelles. Ainsi pour les bas-fonds de Batsingla et de Fokamezo le principal centre d'écoulement est la ville de Dschang où 56% des producteurs enquêtés vendent leur production. Les grossistes, pour 52 %, et les voyageurs sont les principaux clients. Le paysan se trouve souvent livré à la merci des commerçants. Il ne peut conserver une partie de sa production pour tenter de stabiliser les prix en période de surproduction, et doit subir la baisse des prix sous peine de laisser sa production pourrir au champ.

Les difficultés de commercialisation sont donc en tête des préoccupations des exploitants de bas-fonds. C'est pourquoi ils souhaitent que l'UCCAO s'engage dans la collecte et la commercialisation des cultures maraîchères. Les raisons avancées sont de plusieurs ordres:

- grâce à l'UCCAO, certains pensent qu'il leur sera plus facile d'accéder au marché international et d'exporter;

- d'autres estiment que les prix proposés par l'UCCAO seront plus rémunérateurs que ce qui leur est fourni par les commerçants grossistes, ou par les consommateurs locaux;

- une troisième catégorie réitère leur confiance dans partenaire traditionnel du monde paysan. En effet, en raison de son expertise en matière de gestion et de marketing, l'UCCAO pourrait résoudre non seulement les problèmes de transport, mais aussi encadrer les producteurs en organisant les circuits de commercialisation, et garantir des revenus stables par la spécialisation des productions.

Faute de pouvoir vendre à l'UCCAO, les maraîchers de Batsingla et de Fokamezo, comme ceux de nombreux autres bas-fonds, subissent la loi du monopole qu'est la société PROLEG.

c) Le cas particulier du haricot vert

La commercialisation du haricot vert est majoritairement assurée par la Société de Collecte, de Conditionnement et de Transformation de Légumes (PROLEG) dont le siège social est à Bandjoun. La PROLEG, comme tous les producteurs de haricots, devrait être parmi les entreprises capables de tirer le meilleur parti de la dévaluation car une bonne partie de ses ventes est destinée à l'exportation. Il en est de même pour tout producteur orienté vers l'exportation qui perçoit maintenant 220 F.CFA par kilogramme exporté au lieu des 110 F.CFA d'avant le changement de parité. La PROLEG ne se contente pas d'effectuer la collecte de la production. Elle intervient dans la fourniture, à crédit, d'intrants agricoles aux planteurs, dans l'encadrement technique des paysans par le biais d'assistants de culture recrutés et formés sur place qui suivent individuellement les producteurs de la phase de labour jusqu'à celle de la récolte.

Il n'y a pas encore à ce jour de conflit ouvert entre la société et les producteurs qui la fournissent. Néanmoins les griefs portent sur la fixation unilatérale des prix d'achat du haricot vert et de vente des intrants, pesticides, fongicides, fourche à fumier, arrosoir, etc., et, plus précisément sur la faiblesse du prix d'achat.

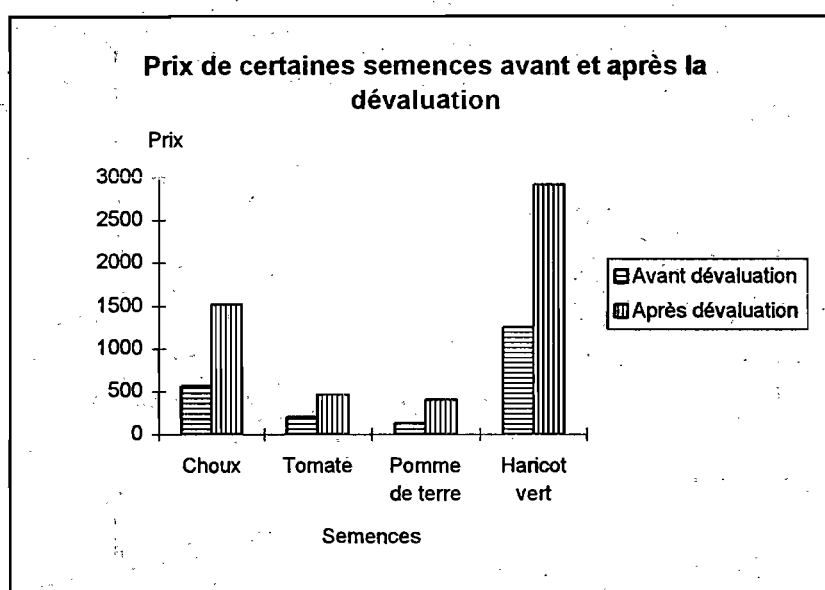
Que ce soit pour le haricot vert ou pour les autres cultures de bas-fonds - pommes de terre, choux, tomates, etc. - le problème se pose de plus en plus en terme de coût des facteurs de production : terrain, fertilisants et autres produits phytosanitaires.

Avant d'aborder l'impact de la dévaluation du Franc CFA sur la production agricole des bas-fonds, on trouvera, dans le tableau ci-dessous, quelques exemples de variation du prix des semences avant et après dévaluation.

Tableau 6 : Variation des prix de certaines semences

Désignation de la semence	Prix avant dévaluation (F.CFA)	Prix après dévaluation (F.CFA)	Variation
Choux (sachet 3g)	560	1.515	270,5
Tomate (sachet 25g)	200	465	232,5
Pomme de terre (kg)	125	400	304
Haricot vert (sachet 250g)	1.250	2.915	233,3

Source : Prix relevés sur le marché de Dschang en juillet 1994



2. L'impact de la dévaluation du franc sur les facteurs de production

a) Vers la fin des conflits fonciers dans les bas-fonds

La forte pression démographique exercée sur les ressources foncières constitue l'une des contraintes majeures pour le développement de l'agriculture de l'Ouest. En effet, sur une superficie représentant seulement 3% du territoire national, se trouve regroupée 17% de la population nationale. Le principal objectif du volet aménagement des bas-fonds du PDRPO était d'accroître les superficies cultivables. Il s'agissait de mettre de nouvelles terres à la disposition des populations rurales dans une région surpeuplée, où le droit coutumier limite l'accès à la propriété foncière pour une frange importante de la population.

Selon les prévisions de la Banque Mondiale pour 1990, six années après le début des travaux 80.000 paysans auraient dû se répartir les 709 hectares de bas-fonds aménagés par le PDRPO. Ce chiffre est aujourd'hui largement dépassé puisque les paysans qui n'ont pas reçu de parcelles ont entrepris d'aménager eux-mêmes les parcelles qui n'ont pu l'être dans le cadre du projet.

Bien que la superficie moyenne d'une parcelle ne soit que d'environ 1000 m², être propriétaire apparaît maintenant comme un privilège car les cultures maraîchères sont devenues l'une des principales sources de revenu de la région. Cela explique les conflits fonciers qui sont apparus dans ces bas-fonds dès la fin du PDRPO et après le départ des encadreurs de l'UCCAO.

En effet, les exploitants installés sur les parcelles ont été envahis par les arabiculteurs, propriétaires des plantations situées à proximité des bas-fonds aménagés par le PDRPO. Ces envahisseurs prétextent que ces zones aménagées par le projet constituent le prolongement naturel des plantations qu'ils ont hérité de leurs ancêtres. En juillet 1991, ces conflits se sont traduits dans les bas-fonds de Fokamezo et de Batsingla par:

- la destruction de récoltes,
- la destruction de hangars,
- l'obstruction de drains,
- l'édification de maisons d'habitation dans les bas-fonds.

Une trentaine d'exploitants ont dû arrêter la mise en valeur de leurs parcelles à Batsingla I, et à Fokamezo I, les parcelles d'expérimentation ont été occupées par quelques notables du village. Dans le département de la Mifi, le bas-fond de Bamougoum qui couvre une superficie de 106 ha, et dont le coût d'aménagement s'élève à 57.315.099 F.CFA n'a pu être mis en valeur en raison de problèmes fonciers.

Ces conflits sont les conséquences de la crise qui a perturbé l'économie caféière. Quand, en 1984, débute l'aménagement des bas-fonds, le prix d'achat du kilogramme de café arabica est de 450 F.CFA, ce qui est encore assez rémunérateur. Pendant les trois, et même quatre campagnes suivantes le prix se stabilise à 520 F.CFA pour 1985/1986, 1986/1987, 1987/1988 avant de subir une légère baisse en 1988/1989 où il se situe à 475 F.CFA/kg. On comprend la raison du refus, par les grands planteurs de café, de parcelles dans les bas-fonds. La production vivrière et maraîchère était alors considérée comme une activité essentiellement féminine ou, tout au plus, réservée "aux petites gens". Près de 75 % des acquéreurs, hommes sans terre ou jeunes, sont venus de loin pour exploiter les bas-fonds de Batsingla et de Fokamezo. Ainsi on estime à 40 % la proportion de migrants qui mettent en valeur les bas-fonds de Famchuet. Parmi les exploitants qui ont bénéficié des parcelles distribuées par l'UCCAO, les femmes sont largement majoritaires. Elles représentent, en effet, 51% des exploitants.

Avec le redressement des cours du café et le doublement des prix garantis aux planteurs de café du fait de la dévaluation, on peut s'attendre à ce que se produise le phénomène inverse. Les grands planteurs, et tous ceux qui disposent d'un certain capital, vont se consacrer davantage à l'entretien de leurs plantations alors que les cadets sociaux, les femmes, les jeunes diplômés, les licenciés des secteurs public ou privé, continueront de travailler dans les bas-fonds.

Ce schéma optimiste n'est mis en cause que par une contrainte : celle du coût des engrais et des produits phytosanitaires.

b) La hausse du prix des engrais et des produits phytosanitaires

C'est justement dans ce domaine que la dévaluation risque d'avoir les conséquences les plus fâcheuses. De nombreux travaux (Courade 1991, Banque Mondiale 1984) ont montré l'importance des engrais dans la production agricole. Ceci est vrai pour le café, où l'engrais a longtemps bénéficié de la double subvention de l'Etat Camerounais et de l'Union Centrale des Coopératives Agricoles de l'Ouest (UCCAO). Cela l'est d'avantage pour les cultures maraîchères. D'ailleurs la province de l'Ouest absorbe plus de 25% de la consommation nationale d'engrais au Cameroun (30.000 t sur 120.000 t).

La forte propension des producteurs de maraîchers à utiliser en priorité l'engrais chimique au détriment de fertilisants organiques, comme les ordures ménagères, fiente de poule ou compost, n'obéit à aucune norme scientifique ou exigence rationnelle. Seule la disponibilité, ou la rareté, de l'engrais chimique sur le marché, d'une part, la capacité ou non d'en acquérir, d'autre part, sont les facteurs limitant de son utilisation. Ni la nature de la culture, et encore moins la taille de la parcelle, ne sont prises en compte.

Il ressort de notre enquête montrent que, dans les bas-fonds de Batsingla et Fokamezo, les paysans utilisent en moyenne 5,5 sacs d'engrais par an et que chaque mètre carré exploité reçoit en moyenne annuellement 17,35 sacs d'engrais chimique. Cette moyenne est pourtant en deçà de la quantité utilisée avant la crise et le désengagement de l'Etat.

Les enquêtes OCISCA effectuées en 1991, 1993 et 1994 dans l'Observatoire Café de Bafou montrent que le peu d'engrais que le paysan continue de se procurer est utilisé en priorité pour les cultures maraîchères et vivrières. On notait déjà, avant la dévaluation, une baisse de la quantité d'engrais utilisée par les paysans. En 1992, 41% de planteurs n'utilisaient plus d'engrais. En 1993, ils n'achetaient plus qu'en moyenne 5 sacs d'engrais contre 11 avant la crise. Si bien que le nombre de planteurs qui n'utilisent plus les engrais a augmenté de 8% entre 1992 et 1993. La situation est la même pour les produits phytosanitaires.

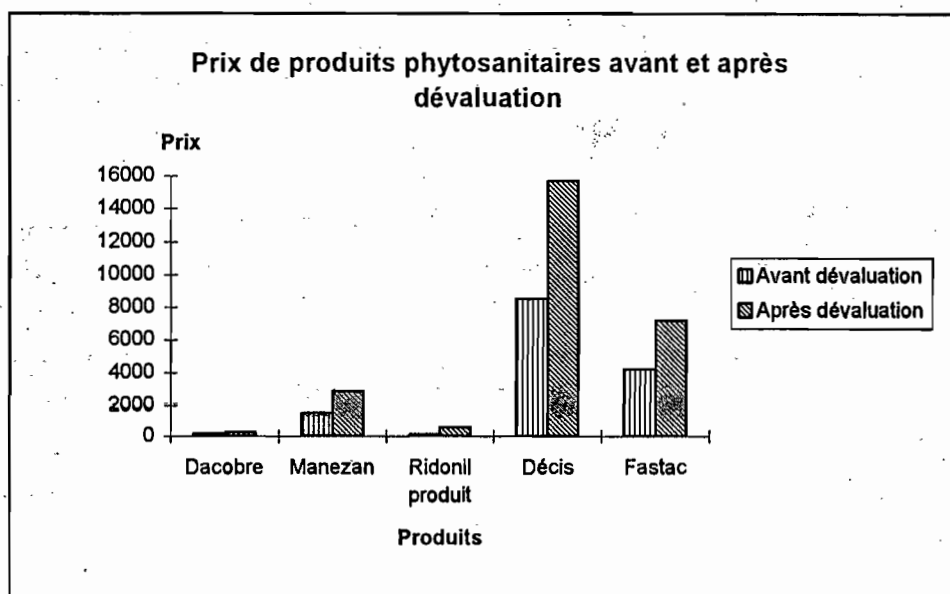
D'après les paysans, la quantité d'engrais utilisée a sérieusement baissée à cause de la hausse des prix d'achat des fertilisants et pesticides. De plus la libéralisation de la vente a fait que les commerçants privés sont aussi devenus les principaux fournisseurs d'intrants aux

exploitants des bas-fonds et imposent leurs prix. Les tableau et graphique ci-dessous donnent une idée de la variation des prix des produits phytosanitaires depuis la dévaluation.

Tableau 7 : Variation du prix de quelques produits phytosanitaires

Désignation du produit	Prix avant dévaluation	Prix après dévaluation	Taux de variation %
Dacobre 500 (sachet)	175	250	142
Manezan 80 (kg)	1.400	2.850	203
Rudonil plus (sachet)	125	550	444,4
Décis (litre)	8.500	15.700	184,4
Fastac 20EC (litre)	4.200	7.200	171,4

Source : Observations sur le marché de Dschang en août 1994



A une exception près, dans le cas du Rudonil plus, les prix ont été contenu dans une marge égale, sinon inférieure à celle de la dévaluation. Mais cela n'empêchera pas les revenus des producteurs de vivriers et de maraîchers de baisser, si leurs produits ne sont pas exportables et si la demande urbaine continue de se réduire. On risque donc d'assister à une baisse de ce type de production avec un impact sur la sécurité alimentaire. Seul le vin de raphia dont la consommation est en plein expansion, se substituant à la bière, continue d'apporter des revenus, même minimes.

Conclusion

La dévaluation du franc CFA est intervenue à un moment où l'agriculture de l'Ouest connaissait une mutation profonde liée à la crise de l'économie caféière. Les effets conjugués de la libéralisation de la vente des intrants, de l'arrêt des subvention de l'Etat et du changement de parité du F.CFA se traduisent dans l'exploitation des bas-fonds par:

- Une hausse du prix des engrais, des produits phytosanitaires et des semences. Le taux de variation du prix de certains de ces produits a atteint jusqu'à 400%. Mais cela peut être le résultat de spéculations à court terme.

- Une baisse de la demande urbaine, en raison de la réduction du pouvoir d'achat des salariés des secteurs public et privé; ce qui a entraîné une chute du prix de vente des cultures vivrières et maraîchères.

Avec le relèvement des cours du café arabica on assiste à un relâchement des conflits fonciers apparus dans les bas-fonds au plus fort de la crise caféière. De même, on peut s'attendre à une relance de la caféiculture, en parallèle au développement de la production de cultures comme le haricot vert.

Toutefois, si la dévaluation peut stimuler les exportations de certains produits vers le Nigéria, à elle seule, cette mesure ne peut suffire, à elle seule, à relancer la production agricole dans les bas-fonds. Des dispositions devraient être prises pour encourager la production des cultures vivrières a destination de la consommation locale et des cultures maraîchères susceptibles de trouver des débouchés hors de la zone Franc. A moyen terme le succès de cette double opération, de relance de la caféiculture et des cultures maraîchères exportables, pourrait générer les devises favorisant une redistribution vers les populations urbaines et classes consommatrices des produits des bas-fonds.

Dans l'immédiat le secteur agricole demeure l'un de ceux qui ressentent le plus un besoin de mesures d'accompagnement de la dévaluation qui lui permettrait de s'acheminer vers de nouveaux sentiers de croissance.

Références bibliographiques

Afrique-Agriculture n°175, août/septembre 1991.

Alary V., Courade G., Grangeret I., Ndembou S., 1994, *Premier rapport d'étape de l'évaluation de l'opération paiements directs des fonds STABEX 90 aux planteurs de café et cacao au Cameroun*, Yaounde, multigr.

Cameroun-Agriculture, 1986, *Revue trimestrielle du MINAGRI*, n°002 avril/mai/juin 1986, Yaounde.

Banque Mondiale, 1984, *The Western Province Rural Development Project*, Washington, multigr.

Boserup E., 1970, *Evolution agraire et pression démographique*, Editions Flammarion, Paris.

Gilguy C., 1992, Filières agro-industrielles : quatre ans de restructuration au Cameroun in *Marchés tropicaux et méditerranéens*, 11 décembre 1992, Paris, pp. 3331-3335.

Courade G., Isabelle G., Eloundou P., 1991, L'Union Centrale des Coopératives Agricoles de l'Ouest (UCCAO) : de l'entreprise commerciale à l'organisation paysanne, in *Revue-tiers monde*, tome XXXII, n°128, octobre/décembre 1991, Paris, pp. 887-898.

Courade G., Grangeret I., 1992, De nouvelles approches face à la crise, in *Rapport d'activité de l'ORSTOM 1992*, ORSTOM, Paris, pp. 48-50.

Courade G., Alary V., 1994, Les planteurs camerounais ont-ils été réévalués?, in *Politique Africaine* n° 54, Paris, pp. 74-87.

Courade G., Grangeret I., Jäniñ P., 1991, La liquidation des joyaux du prince : les enjeux de la libéralisation des filières café-cacao au Cameroun in *Politique Africaine* n° 44, Paris, pp. 121-128.

Coussy J., 1994, Des objectifs évolutifs, in *Politique Africaine* n° 54, Paris, pp. 19-31.

Dongmo J. L., 1981, *Le dynamisme Bamiléké*, Volume I : la maîtrise de l'espace agraire, CEPER, Yaounde, 424 p.

Hatcheu E., 1993, *Une évaluation socio-économique et écologique du volet aménagement des bas-fonds du Projet de Développement Rural de la Province de l'Ouest, mémoire de géographie économique et de développement*, Projet OCISCA, Université de Dschang.

Ngamie I., 1982, *Productions Problems of Tomato Farmers in the Foubot Area*, mémoire de fin d'étude, ENSA, Yaoundé.

Nguefang C., 1989, *Une analyse économique de l'impact de la fluctuation des prix du café sur les activités des coopératives de l'UCCAO : le cas de la CAPLAME*, mémoire de fin d'étude, ENSA, Dschang.

OCISCA, 1991, Rapport d'étape phase I, Observatoire de Bafou, Dschang, multigr.

OCISCA, 1994, Bafou 1993 : Renforcement des inégalités sociales, menaces sur la fertilité des sols, par l'équipe de l'Observatoire de Bafou, *Les Cahiers d'OCISCAN*°4, juin 1994, Yaoundé, 28 p.

Petit M., 1990, *Géographie physique tropicale*, Editions Khartala-ACCT, Paris.

Notes infra-paginales

1. La dévaluation du franc CFA de 50% par rapport au franc français sa monnaie de référence (1 FRF. = 100 F.CFA au lieu de 50 F.CFA) a pris effet le 12 janvier 1994 à la suite de la réunion de Dakar qui a regroupé les 10 et 11 précédents, les chefs d'état ou de gouvernement des 14 pays membres de la Zone Franc ainsi que le Ministre Français de la Coopération et le Directeur Général du Fonds Monétaire International.
2. Il s'agit des prix offerts par l'Union Centrale des Coopératives Agricoles de l'Ouest (UCCAO).
3. En mai 1992, le rapport sur la situation de la dette de l'ONCPB faisait apparaître un montant d'arriéré de 2.180 milliards de F.CFA.
4. Revue Marchés Tropicaux et Méditerranéens du 15 Avril 1994.
5. Le Projet de Développement Rural de la province de l'Ouest (PDRPO) a remplacé l'ancien Projet des Hauts Plateaux de l'Ouest en 1984. Il s'agit d'un projet de développement rural intégré qui a bénéficié du financement conjoint de la Banque Mondiale, du Fonds International pour le de Développement Agricole (FIDA), de l'Etat Camerounais et de l'Union Centrale des Coopératives Agricoles de l'Ouest (UCCAO).

Liste des Cahiers parus ou programmés

Cahier N°1, "Le programme OCISCA: cadre théorique et orientations de recherche" par l'équipe d'animation d'Ocisca (en préparation).

Cahier N°2, "Du passé recomposé au futur improbable: les observatoires ruraux d'Ocisca comme mode opératoire d'une recherche impliquée" par Georges Courade, Mars 94, Ocisca, Yaounde, 31 p.

Cahier N°3, "1991 - 1993 : Evolutions majeures dans la zone cacaoyère" (observatoire de Yemessoa) par l'équipe de l'Observatoire de Yemessoa, Avril 94, Ocisca, Yaounde, 35 p.

Cahier N°4, "Bafou 1993 : Renforcement des inégalités sociales, menaces sur la fertilité des sols" par l'équipe de l'Observatoire de Bafou, Juin 1994, Ocisca, Yaounde, 28 p.

Cahier N°5, "Mesurer la pauvreté : systèmes d'information et cadres d'analyse" par Jean-Luc Dubois, Avril 94, Ocisca, Yaounde, 33 p.

Cahier N°6, "Yemessoa; auto-approvisionnement et apport extérieur dans la consommation alimentaire en période de crise" par Michel Simeu Kamdem, Mai 94, Ocisca, Yaounde, 17 p.

Cahier N°7, "Impact de la dévaluation sur l'habitat" par C. Pettang, T. Tamo Tatietsé and L. Mbumbia, Juillet 94, Ocisca, Yaounde, 38 p.

Cahier N°8, "Le secteur vivrier sud-camerounais face à la crise de l'économie cacaoyère" par Athanase Bopda (en préparation).

Cahier N°9, "Human Development through a Universal Development Initiative: a Practical Agenda" par Emmanuel Yenshu, Août 94, Ocisca, Yaounde, 23 p.

Cahier N°10, "Migrants de retour et développement rural : le cas de Yemessoa" par Laurent Manga Bella (en préparation).

Cahier N°11, "Quelle place pour l'agriculture familiale dans le secteur de la banane au Cameroun ?" par Isabelle Grangeret-Owona, Octobre 94, Ocisca, Yaounde, 37 p.

Cahier N°12, "Les planteurs de café et de cacao du Sud-Cameroun dans le tourbillon de la crise, de la libéralisation et de la dévaluation" par Samuel Ndembo (en préparation).

Cahier N°13, "Quel avenir pour l'exploitation des bas-fonds de l'Ouest Camerounais dans le contexte de la dévaluation du Franc CFA ?" par Emil Hacheu Tchawe, Novembre 94, Ocisca, Yaounde, 33 p.